



PAR MARTIN VANIER
Professeur à l'École d'urbanisme de Paris

JEUX OLYMPIQUES: STOP OU ENCORE ?

Les 24^{es} jeux Olympiques d'hiver auront lieu du 4 au 20 février 2022 à Pékin, qui deviendra alors la première ville à avoir accueilli les olympiades des deux saisons. Mais il n'est pas certain que l'événement enchante les diverses opinions publiques du monde... pour diverses raisons, dont certaines intéressent aussi les Alpes.

Les jeux Olympiques modernes, nés en 1896 à Athènes, puis pour les sports d'hiver en 1924 à Chamonix, ont-ils encore une place et un sens dans un monde où le « Citius, Altius, Fortius » (Plus vite, Plus haut, Plus fort) de Pierre de Coubertin se heurte à un tout autre système de valeurs ? La question n'est pas vraiment nouvelle. Mais elle se pose avec toujours plus d'acuité, en particulier dans la chaîne de montagnes qui a vu naître le rendez-vous hivernal et, grâce à lui, la plupart des sports qu'il rassemble. Ces vingt dernières années, Berne, Saint-Moritz, Munich, Sion et la Styrie pour Graz ont toutes rejeté par voie de référendum la perspective d'accueillir les JO d'hiver, alors que pendant des décennies la compétition pour les décrocher avait été très vive, dans les Alpes, en Europe, puis entre continents. La Suisse n'a pas reçu les JO d'hiver depuis 1948 (Saint-Moritz), l'Autriche depuis 1976 (Innsbruck, en rattrapage de Denver défaillante), la France depuis trente ans déjà (Albertville, 1992). L'Italie fait exception, où les JO reviennent à

Cortina d'Ampezzo (et Milan) vingt ans seulement après Turin, en 2006. Les Alpes ont pourtant beaucoup désiré les JO par le passé. La Suisse et l'Autriche ont connu respectivement neuf et dix échecs en tout, la France six. Sion aura fait quatre tentatives, jusqu'au rejet par référendum en 2018, qui tire sans doute un trait définitif sur toute perspective olympique dans le Valais. Salzbourg a tenté l'aventure trois fois ; Berne, Graz et Annecy, deux fois. Aoste, Lausanne, Kitzbühel, Davos, Munich, Nice, Le Pelvoux-Les Écrins, Klagenfurt sont les autres candidats malheureux des Alpes. Très peu de villes alpines semblent n'avoir jamais cherché l'obtention des JO : Genève, Bolzano, Briançon...

PLUS LOIN DES ALPES, PLUS PRÈS DES VILLES

Depuis Sapporo en 1972, premiers JO d'hiver en Asie, deux sur trois ont été organisés hors des Alpes, ce qui est normal pour un événement mondial. Après l'Amérique du

Nord, le marché des sports d'hiver, dont les JO sont le plus formidable produit d'appel, regarde désormais vers l'Asie, en particulier vers les 300 millions de touristes chinois.

Nés dans l'univers des petites stations d'altitude avant guerre (Chamonix, Saint-Moritz, Squaw Valley, Garmisch-Partenkirchen), les JO sont devenus de plus en plus l'affaire de grandes villes au pied de massif, de régions tout entières, et même parfois de mégapoles comme Pékin, du fait des exigences croissantes en équipements et infrastructures. Innsbruck (1964) puis Grenoble (1968) ont ouvert cette voie. Calgary (1988), Nagano (1998), Turin (2006), Vancouver (2010) ont suivi.

En 2026, les JO s'organiseront en une dizaine de sites sur trois régions (Lombardie, Vénétie, Trentin-Haut-Adige), de Milan à Cortina d'Ampezzo, sur 400 km, un peu comme si l'ensemble des Alpes françaises les organisaient, de Chamonix à Barcelonnette. Ce qu'elles semblent ne plus pouvoir ou vouloir faire depuis Albertville. ■■■





■ ■ ■ Pour 2030, les candidats annoncés sont Barcelone-Pyrénées (avec l'Espagne et Andorre), Sapporo, Salt Lake City, Vancouver, à nouveau : pour la première fois, aucune candidature alpine à cette 26^e olympiade d'hiver.

TROP CHERS, TROP GRANDS

Premier argument en défaveur des JO : le coût. Des 500 000 anciens francs des JO de Chamonix en 1924, on est monté à probablement 50 milliards de dollars pour ceux de Sotchi en 2014, qui furent la pire publicité pour l'événement olympique et sa soutenabilité. Tous les territoires organisateurs promettent désormais des Jeux économiquement raisonnables, écologiquement probants, socialement inclusifs, aux investissements utiles au-delà de l'événement, etc.

Il est peu probable que ceux de Pékin aient toutes ces vertus. Mais même dans les pays qui ont inventé le « développement durable », comme en Scandinavie et au Canada, les JO d'hiver coûtent toujours entre 2 et 15 milliards, montants difficiles à préciser en fonction des travaux qu'on leur impute. L'État en avait payé les trois quarts à Grenoble en 1968, avec un stade de glace devenu palais des sports, une

TROP DE VISITEURS, DE JOURNALISTES, D'OBLIGATIONS, DE CIRCULATIONS D'UN SITE À UN AUTRE, DE MOYENS À MOBILISER, DE GRANDS TRAVAUX...

nouvelle gare, un aéroport, une maison de la culture, une mairie. La décentralisation est passée par là dans beaucoup de pays dont la France, et les collectivités locales sont désormais en première ligne face à l'effort à consentir. Et avec elles, le contribuable local qui peut mettre le holà, comme en Suisse. Pour déverrouiller les réticences locales, il faut construire de larges alliances territoriales et changer d'échelle. Un sport politique qu'on pratique peu en France.

Deuxième argument : la démesure. Celle du budget, donc, mais celle du rendez-vous lui-même. Trop de visiteurs, de journalistes, d'obligations, de circulations d'un site à un autre, de moyens à mobiliser, de grands travaux. Ce « trop » intéresse justement les villes et les régions en pleine croissance, ou désireuses de la relancer : les JO sont pour elles un accélérateur de projets. Il effraie les autres, au développement assagi et aux populations vieillissantes : à quoi bon des JO d'hiver lorsque le territoire est déjà parfaitement identifié, équipé et vendu pour le tourisme international ?

Le désir ou le rejet des JO deviennent alors de bons marqueurs du rapport au monde que se propose une localité. Les grandes villes n'ont pas trop de doutes quant à leur mondialité, sinon leur enneigement. Les plus petites peuvent davantage cristalliser le rejet de la mondialisation marchande, dont les JO apparaissent comme une pure expression, en particulier ceux d'hiver avec le marketing qu'ils signifient.

La volonté de prendre place dans le monde se fait plus rare en ces temps de grande vulnérabilité. La crise pandémique ne contredira certes pas la tendance. Une candidature comme celle de Pelvoux-

Les Écrins pour 2018 n'en a été que plus paradoxale et sympathique. Car, au fond, faut-il renoncer à la fête olympique ? Ou du moins renoncer à son avenir alpin ? Comment revenir à sa signification première, celle d'une trêve dans les affrontements divers au cours de laquelle c'est le sport qui doit raconter l'humanité en quête de dépassement et rien d'autre ? Mais, justement, quel dépassement en ces temps où chacun prend conscience des limites qu'il faut pouvoir retrouver collectivement ?

REFORMULER LES IDÉAUX

Pierre de Coubertin a forgé l'idéal moderne de l'olympisme, celui de son siècle, terriblement moderne en effet. L'olympisme du XX^e siècle est inséparable de la technicisation du monde et de son urbanisation, du déploiement du tourisme et de son économie mondialisée, du culte de la performance qui infuse la notion de progrès et, somme toute, du réchauffement climatique qui résulte de toutes ces transformations. L'olympisme du XXI^e siècle aura à reformuler ses idéaux et ses modalités en fonction des défis de son temps, dont le premier d'entre eux, le défi climatique. En résumé, pour les JO d'hiver, il faut deux conditions : un vrai hiver, et un ensemble de territoires désireux de porter l'accueil d'un rendez-vous mondial en commun, avec une solide base urbaine de préférence. Les Alpes ont quelques arguments sur les deux tableaux. Il serait dommage qu'elles ne continuent pas, grâce à eux, à participer ainsi à l'invention du monde. ■